



CLUB CONVAINCRE DU RHONE

Compte-rendu du forum en distanciel animé par Michel WEILL

Répondre aux enjeux budgétaires sans sacrifier notre avenir

Les propositions du « Pacte du pouvoir de vivre »

Le Pacte du pouvoir de vivre a organisé récemment un webinaire pour présenter ces propositions budgétaires. Le projet de budget du gouvernement Lecornu est désormais connu et va pouvoir faire l'objet d'un large et libre débat au parlement. Faisons-nous notre opinion sur ce qu'il est possible et souhaitable. Nous débattons sur la base des propositions que le PPV a présentées.

Le document est sur le site du PPV :

[Publication du PPV Budget 2026 Des marges de manoeuvre pour préparer l'avenir6](#)

Il se trouve aussi sur le site du Club Convaincre :

[PPV Budget 2026 : des marges de manoeuvre](#)

Introduction

Un premier document avait été élaboré au mois de juin. Ils ont actualisé le document fin septembre quand le projet de budget de Bayrou a été présenté.

Mon sentiment global sur ce travail montre que les capacités de trouver des recettes nouvelles qui aient du sens au niveau social, écologique et économiques sont considérables. Le PPV donne énormément de pistes et indique qu'il faut donner du temps au temps pour ne pas casser la croissance. Cela n'est pas tout à fait ce qu'on trouve dans le rapport.

Même dans un contexte budgétaire sérieux, les choix budgétaires ne peuvent ignorer les urgences sociales écologiques et démocratiques. Pour cette raison, il apparaît incompréhensible d'exiger une réduction du déficit si importante si vite qu'elle empêche tout investissement et met à mal notre économie. Toutes les pistes qu'ils nous ouvrent

montrent qu'on peut aller assez loin assez vite. L'enjeu démocratique doit permettre de construire le budget de l'état au-delà d'une opération technique réservée à des experts. Ce doit être un débat démocratique.

La vision du PPV est fondée sur 2 principes :

- Faire des économies dans nos dépenses publiques en accord avec les enjeux économiques et sociaux. Le PPV n'est pas opposé aux économies.
- Faire contribuer celles et ceux qui le peuvent citoyens comme entreprises.

1-Construire un budget qui prépare l'avenir

- *Le contexte budgétaire ne saurait justifier des coupes aux effets délétères.* Tout budget sur une succession de coupes massives dans le budget de l'état aggraverait les crises, services publics, protection sociale, développement des territoires, transition écologique. Il faut une stratégie claire et inscrite dans le temps. Cela pose la question de l'annualité budgétaire légale. L'horizon d'un an n'est pas suffisante pour bien des sujets. Le PPV aurait pu mettre en avant ce point.
 - *Nécessité d'investir pour préparer demain.*
- . Dans les services publics, il y a une attente forte pour garantir un accès équitable aux services essentiels ;
- . Dans la protection sociale, l'absence d'investissement dans la lutte contre la pauvreté entraîne une augmentation de dépenses de santé, d'éducation, de logement, de justice.
- ° Dans la transition écologique, Afin d'atteindre nos objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 (-55% par rapport à 1990) et la neutralité carbone à 2050, nous devons investir en France environ 66 milliards d'euros par an, soit 2,3 points de PIB, selon le rapport Pisani-Ferry/Mahfouz, publié en mai 2023. Si l'investissement des entreprises et des ménages est compris dans ce calcul, la part pour les finances publiques à l'horizon 2030 est estimée entre 25 et 34 milliards d'euros par an.

Coupes budgétaires et justice fiscale : changer de paradigme. la période 2018-2023 a été marquée par d'importantes baisses d'impôts, dont l'impact est estimé à 62 milliards d'euros en 2023, soit 2,2 points de PIB ». Elles ont bénéficié essentiellement aux ménages aisés.

2-Faite des économies grâce à plus de cohérence

- *Réduire les dépenses néfastes pour l'environnement* sur les carburants pour transport routier de marchandises (gain 1,3 milliards), GNR (900 millions), gaz et charbon pour installations grandes consommatrices (600 millions) ; maintien de l'augmentation du prix des billets d'avion.
- *Revenir sur certaines exonérations de cotisations sociales patronales.* Exonération à ne maintenir ces exonérations que jusqu'à 1,6 fois le SMIC et non jusqu'à 3,3

comme aujourd'hui. (économie 18 milliards). Au de là de cette limite, elle n'a plus aucun effet sur l'emploi.

- *Réduire certaines aides aux entreprises octroyées sans conditions.* Crédit d'impôts recherche : le concentrer sur les PME et abaisser le plafond de 100 à 20 millions pour les grandes entreprises (économie 3 milliards)

3-Faire contribuer davantage les plus aisés

- *Augmenter la progressivité de l'impôt sur le revenu :* relever le taux marginal et ajouter de nouvelles tranches, notamment au sein de la quatrième tranche qui va de 70 à 170 k€. Même progressivité pour revenus du capital et du travail, ce qui remet en cause la flat tax. Maintien de la contribution différentielle sur les hauts revenus (participation fiscale minimum de 20 %).
- *Partager l'effort en taxant les plus hauts patrimoines :* taxe Zucman 2 % des fortunes de plus de 100 millions. Gain entre 15 et 25 milliards. Intégrer les biens professionnels qui représentent 90% de leur richesse totale.
- *Rétablir l'impôt sur la fortune.* Pourrait rapporter 10 milliards grâce à une progressivité renforcée et une suppression de niches fiscales. Compter l'empreinte carbone du patrimoine (7,5 milliards de plus).
- *Réformer la fiscalité des grandes successions.* Dans le patrimoine 60 % provient des successions. En tout pourrait rapporter 10 milliards chiffre CAE.
- *Rétablir une taxation progressive des revenus du capital* selon le modèle de l'impôt sur le revenu en abandonnant la flat tax (gain 9 milliards).

4-Plus de justice fiscale pour une compétitivité partagée

- *Réduire l'iniquité permise par l'optimisation fiscale.* 83 milliards de perte pour l'état en raison des 467 niches fiscales (un quart des recettes nettes). Le dernier projet de budget prévoit d'en supprimer 25. Mise en place d'une taxe sur les superprofits dépassant de 20 % la moyenne des 4 dernières années (gain 20 milliards).
- *Taxer le rachat d'actions à la valeur réelle et non nominale* (4 % pour un gain de 1,2 milliards). La valeur nominale d'une action comme celle de L'Oréal est 100 fois inférieure à la valeur en bourse.
- *Amplifier la taxation sur les transactions financières.* Elargir à tous les produits financiers échangés et rehausser le taux à 0,5% (gain 3 milliards).

5-Retour sur les impasses budgétaires

L'impasse budgétaire est une critique des mesures du budget de Bayrou qui apparaissent au PPV comme des impasses

- *Exclure les biens professionnels de la taxation des très hauts patrimoines. En effet, 90 % de leur patrimoine est professionnel. L'enlever fait perdre tout sens à cette taxation.*
- *L'année blanche* Les ménages les plus modestes seraient les plus pénalisés : perte de 1 % contre 0,3% pour les ménages aux revenus les plus élevés. Répercussion sociales environnementales et pour les services publics.
- *Caricaturer les enjeux liés au travail.* Durée moyenne du travail est de 35,8 h hebdomadaire en France contre 33,9 en Allemagne, en Autriche et aux Pays-Bas. La France , pays des vacances est une escroquerie intellectuelle.
- *Supprimer l'aide Médicale d'État* Coût de 1,3 milliard seulement et 51 % de non-recours. Le risque de non-recours aux soins est important et a des effets indirects de contagion.
- *Fraude sociale/fraude fiscale : deux poids, deux mesures ?* La fraude fiscale pèse 4 fois la fraude sociale. 60 à 100 Milliards pour la fraude fiscale. Les 13 Milliards de fraude sociale proviennent pour les 2/3 des employeurs.
- *Réforme de l'assurance-chômage.* Une sixième réforme ne ferait qu'aggraver la situation et serait d'autant plus injuste que sans les prélèvements de l'État, le régime serait excédentaire.
- *La TVA dite « sociale »* Opposition au remplacement des cotisations sociales par une TVA sociale de 4 points. Deux risques majeurs :
 - que l'Etat soit tenté de flécher une partie de la somme dégagée par la hausse de la TVA
 - que la baisse des charges ne soit pas répercutée par les employeurs sur les salaires.
- *Réduire les moyens des collectivités locales.* 10 milliards prévus dans le précédent budget. Elles ont des missions toujours plus nombreuses aujourd'hui et leurs coûts progresseront avec le changement climatique.

Conclusion

Ce rapport montre qu'il est possible de réduire les dépenses et d'augmenter les dépenses sont possibles. Les propositions du PPV vont bien au-delà des 44 Milliards de réduction du déficit annoncé par Bayrou. C'est faisable à condition d'avoir le courage politique d'aller dans ce sens.

Le débat

Un très bon résumé de ce rapport ; Il est important de dire qu'il est bien que la société civile fasse des propositions crédibles pour les budgets de l'Etat et de la Sécurité Sociale. Il arrive à tenir bon sur les impératifs écologiques et sociaux. Ce document est relayé auprès des députés et sénateurs. Le PPV l'avait fait pour le budget 2025 . Il recommence

pour ce budget 2026 ? le PPV a été audité par la commission des finances de l'Assemblée. Au niveau local, nous essayons de le présenter aux députés et sénateurs du Rhône. Le caractère sérieux des propositions est bien apprécié. On peut regretter l'absence de tableau récapitulatif des propositions sur les recettes et les dépenses.

C'est juste. Le résultat est 30% de diminution de dépenses et 2/3 d'augmentation de recettes.

Une précision sur l'annualité budgétaire qui est un principe de base. Il existe des lois de programmation pluriannuelles mais elles ne sont pas contraignantes dans les budgets annuels.

Il existe 467 niches fiscales. Devant chaque niche, il y a un chien qui aboie et qui mord. IL est intéressant de s'interroger sur la faisabilité de la suppression d'une d'elles. Ainsi les réduction de prix des carburants pour les poids lourds sont intouchables. Les conditions fiscales pour les personnes de ménage changeraient elles la situation ? Il est probable qu'une bonne part passera au travail au noir.

Je reste sur ma faim sur le volet réductions des dépenses. Quid sur les dépenses de la Sécurité Sociale ; j'ai l'impression que l'on tape sur les entreprises et les plus riches. Comment arriver à faire quelque chose de cohésif, d'acceptabilité. J'ai le sentiment que toute réduction des dépenses de la sécurité sociale n'est pas pertinente ? D'année en année, on a défiscalisé le SMIC qui fait qu'aujourd'hui les recettes de l'Etat ont été diminué sur ces tranches de revenus. Et elles conduisent les entreprises à ne pas sortir les salaires du SMIC.

En ce qui concerne la sécurité sociale, il s'agit d'une question de recettes. Ces exonérations sont un manque à gagner pour la Sécurité sociale. C'est de très loin la plus grosse proposition que fait le PPV : 18 Milliards. Si on repasse à 1,6 fois le SMIC pour les exonérations, on ne verrait plus de freins à l'augmentation au-delà de 1,6 le SMIC . Seuls 10% des salaires sont au-dessus de la barre des 3,3.

Nous faisons peu le constat des vases communicants entre l'augmentation de l'épargne des particuliers et la hausse du déficit de l'Etat. Le collectif fait des déficits qui de fait profitent aux particuliers ; Comment faite en sorte que ce soit cette épargne qui finance la dette de l'État.

Une question qui est bien en débat. Depuis 2022, l'épargne de précaution a beaucoup augmenté. Diriger cette épargne vers les collectivités, la sécurité sociale, l'Etat permettrait de moins dépendre de l'épargne extérieure. L'exemple du japon qui a eu des déficits considérables mais il est financé à 80% par l'épargne interne ; Est-ce un phénomène économique ou culturelle. Le nationalisme japonais semble plus fort que le nationalisme français. Cela permettrait il de financer à meilleur coût ? Cela n'est

pas certain. Pour attirer l'épargne des français qui sont très attirés par l'investissement immobilier

18% d'épargne qui part essentiellement vers la pierre, très peu vers le développement industriel ou écologique. Pourtant cela rapporterait bien plus que les résidences secondaires. Ces résidences sont la plupart du temps vides.

Cette question de l'économie de l'habitat va dans le sens que M Payre avait cité. Tout cela alimente la spéculation foncière.

La méfiance sur ce qui se passe en France conduit à plus d'épargne. Les entreprises investissent moins par manque de perspectives. La question est aussi européenne. Les européens épargnent plus qu'ils ne consomment. Cette épargne part dans l'immobilier puis sur des placements financiers aux Etats Unis.

Le Chancelier allemand Mertz a proposé la construction d'une bourse européenne. Une des contre-mesures aux actions de Trump.

L'épargne financière des Français part majoritairement dans l'assurance vie. Où leurs gestionnaires envoient-ils ces fonds ? Pour qu'un emprunt d'Etat fonctionne il faudrait qu'il soit mieux rémunéré, sans doute vers 4 ou 5 % donc plus cher que les emprunts actuels.

Nous sommes en train d'entrer dans des propositions techniques. Avant cela, il convient que les Français soient convaincus d'une justice fiscale. Le budget Lecornu reste sur un faible appel aux riches et un effort important sur les différentes prestations.

Pourquoi mobilier l'épargne. Les taux d'intérêts sont inversement proportionnels à la confiance des Français en la situation.

Que va-t-il se passer maintenant ? Si Lecornu tient parole sur le fait que le Parlement délibère jusqu'au vote. Le projet qui va sortir du vote sera sans doute très différent. Cela passera ou cela cassera. Dans les propositions du PPV, du PS, du RN, des écolos, il y a bien des choses qui peuvent recueillir une majorité. Dans le domaine budgétaire, le RN peut présenter des mesures qui auront une majorité. Cela peut éviter de nombreuses coupes.

Le Budget est dans un temps contraint. Le gouvernement peut ensuite faire passer une loi spéciale. La version que votera le séant sera probablement différente de celle de l'Assemblée. La commission mixte paritaire finira par une solution qui risque d'être peu éloignée de du projet actuel. Mais c'est bien l'Assemblée nationale qui a le dernier mot.

Je pense que l'assemblée peut y arriver.

Nous sommes d'accord qu'il est important qu'on puisse taxer les plus riches. On ne peut faire l'économie des fuites fiscales. Le PPV propose-t-il des mesures pour éviter ces évasions fiscale ?.

Regardons ce qui est écrit sur les questions d'évasion fiscale. Elle est moins importante que ce qu'en disent les partisans de l'économie de l'offre. Le grand débat est la question d'un impôt sur le patrimoine professionnel. Cela toucherait 1800 foyers fiscaux !

Un phénomène intéressant au sein du patronat. Le MEDEF avait programmé une grande manifestation le 13 octobre. Les deux syndicats de petites entreprises ont refusé d'y participer. La démission de Lecornu a permis d'enterrer le projet. Je ne crois pas que la majorité de ces gens partent à l'étranger.

Il serait très innovant de taxer le patrimoine professionnel.

J'ai envie d'ajouter que sur les 1800 foyers, 4 représentent la moitié du rendement total !

France Stratégie a publié un rapport en 2023 sur l'évasion fiscale montrant qu'elle a peu de chance d'exploser.

Prochaines rencontres du Club Convaincre :

Lundi 3 Novembre : comparaison des situation financières et des solutions adoptées dans les autres pays européens par Nicolas Resseguier

Mardi 18 novembre conférence en physique rue de Marseille avec Benoit Guillou : le PPV et son rapport avec les politiques, titre à ajuster. Ce sera la seule réunion du PPV de ce genre en dehors de Paris. Un numéro spécial de la revue projet

Lundi 1 décembre : un forum sur le Moyen Orient. Michel propose à Jo Sabagh qui est libanais d'intervenir.

Lundi 15 décembre : Pacte Civique, présentation d'une évaluation du bilan de mandat de la Métropole.

Soutenez le Club Convaincre en envoyant un chèque d'adhésion de 30 €
à l'adresse du trésorier du Club Pierre Prunet 63 chemin des Forêts
Saint Cyprien Lachassagne 69 480

pour tout contact : club.convaincre@gmail.com

notre site <http://www.convaincre-rhone.fr/>